

UN AUTRE FUTUR

supplément du journal "Anarchosyndicalisme!"
Edition spéciale du 01 Septembre 2017 - Impr. spéciale
Ne pas jeter sur la voie publique

Monde du travail

LES ORDONNANCES MACRON, NOUVELLE RÉGRESSION

Au XIX^{ème} siècle, des enfants de six ans travaillaient en usine, les ouvriers faisaient des journées de douze heures voire plus pour un salaire de misère et ils logeaient dans des taudis, les congés payés n'existaient pas ni la protection sociale, ... Si la situation en France a changé, c'est exclusivement parce que les travailleurs se sont battus très durement contre leurs exploiters. Et, c'est par ce qu'ils y ont été contraint par la puissance du mouvement ouvrier que les patrons et l'état ont, dans le passé accordé aux travailleurs les droits sociaux dont nous bénéficions aujourd'hui. En 2017, dans de très nombreux pays, la situation des travailleurs est très proche de celle des travailleurs français du XIX^{ème} siècle. Salaires misérables, conditions de travail détestables, ... les multinationales et les patrons n'ont pas d'état d'âme dès qu'il s'agit de leurs profits. Nos magasins sont pleins de produits fabriqués par ces populations scandaleusement surexploitées. À

écouter les patrons français, les travailleurs seraient trop protégés, le coût du travail en France serait trop élevé, et concurrence internationale oblige, ce serait la cause du chômage de masse, des fermetures d'usine, ... Toujours à l'écoute des patrons, les gouvernements mènent donc depuis plus de 30 ans une politique qui sous prétexte de lutte contre le chômage poursuit en fait un seul objectif : diminuer les droits des salariés et le coût du travail. Depuis les années 80, une multitude de lois ont été prises par les divers gouvernements (ENCAS, emplois aidés, réforme de l'inspection du travail, défiscalisation et allègement des cotisations sur les heures supplémentaires, allègement de la loi sur la pénibilité, ...) qui toutes vont dans le même sens : diminuer les droits des travailleurs. Toutes les avancées sociales que les travailleurs ont conquises depuis plus d'un siècle sont ainsi petit à petit diminuées. Les ordonnances Macron en généralisant l'inversion de la hiérarchie des normes (l'accord d'entreprise prévaut dans la majori-

té des cas sur la branche et dans certains cas l'accord d'entreprise prévaut sur le contrat de travail), en réduisant les instances de représentation du personnel, en simplifiant les procédures de licenciement, fragilisent gravement la situation des salariés. Les droits des travailleurs diminuent, la flexibilité de l'emploi augmente, le coût du travail baisse, tout ça pour le plus grand bonheur des patrons dont les profits ne cessent d'augmenter.

Pour s'opposer à cette régression généralisée, il n'y a qu'une seule solution : c'est la lutte sociale.

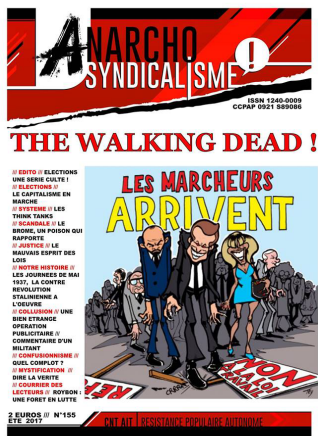
Organisons-nous en comité de lutte autogérés, en assemblées générales dans les entreprises, parlons en autour de nous.

Partout dans le monde, le capitalisme montre son immoralité. Face à cette ignominie, au front commun des capitalistes internationaux, opposons l'union solidaire des travailleurs exploités du monde entier.

Notre patrie c'est le monde, notre ennemi c'est le capital !

"UN AUTRE FUTUR", un journal de l'union locale de la CNT-AIT de Toulouse. 7, rue Saint-Rémèsy (Quartier Carmes), 31000 Toulouse

contact@cntaittoulouse.lautre.net
www.cntaittoulouse.lautre.net
Pour nous rencontrer, pour un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00. Vous pouvez également nous retrouver lors des tables de presse le dimanche aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00 et également les mercredis (en période scolaire) devant le restaurant universitaire du Mirail.



Le numéro 155 de notre journal "Anarchosyndicalisme !" (numéro d'été) est toujours disponible. Vous pouvez vous le procurer lors des tables de presse, sur le site internet ou lors des permanences. Le prochain numéro paraîtra au mois d'octobre. Pour vous abonner passez ou écrivez-nous au 7, Rue Saint-Rémèsy, 31000 Toulouse, en joignant un chèque de 10€.

Histoire

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE NICHELINO

En 1969, dans les grandes villes industrielles de l'Italie, des dizaines de milliers de travailleurs s'entassaient dans des foyers putrides tandis qu'on recense des milliers d'appartements vacants. Ces derniers ne trouvent pas de locataires ou d'acheteurs en raison de leurs prix. La crise économique (licenciements) et ce paradoxe incroyable vont encourager les gens à se lancer dans la lutte pour un logement décent, les occupations d'habitations se multiplient. Lors de la grève générale du 19 novembre consacrée à cette question du logement, le mot d'ordre est : *«On vous nous donnez les logements, ou nous les prenons nous-mêmes»*.

Le tract des travailleurs du quartier de Nichelino est très clair :

« TRAVAILLEURS DE NICHELINO,

L'heure est venue de donner une riposte aux patrons. S'ils nous ont entassés dans cette ville, c'est pour pouvoir nous exploiter dans l'usine avec des salaires de misère et des horaires prolongés et pour pouvoir récupérer une bonne partie du salaire avec le loyer qu'ils nous font payer pour les quatre murs dans lesquels nous dormons.

Dans beaucoup d'immeubles de Nichelino, les comités de locataires ont déjà refusé tous ensemble les augmentations de loyer et les charges abusives.

Sur cette base, ces même comités appellent à **une grande manifestation de protestation pour le blocage immédiat des loyers et l'arrêt total des expulsions**

C'est une première étape vers la réduction des loyers. Mais notre lutte n'est pas isolée ; unissons-la avec celle que les ouvriers de la Fiat sont en train de mener.

Il ne faut plus permettre aux patrons de récupérer, avec les augmentations de loyer, les augmentations de salaire que nous leur arrachons dans l'usine.

Voilà pourquoi la lutte des locataires de Nichelino est la même que celle des ouvriers de la Fiat, la même que celle des ouvriers de toutes les autres usines. Rejoignons tous les comités de locataires et participons en masse à la manifestation pour faire connaître notre lutte et pour la faire reprendre par tous les travailleurs de Nichelino et des autres villes. »

BAISSE DES APL ? BAISSONS LES LOYERS !

L'État a décidé de baisser les APL de 5€. Ces allocations, présentées depuis des années comme une aide aux plus défavorisés (chômeurs, travailleurs pauvres, handicapés, ...) n'ont en réalité que contribué à l'enrichissement des spéculateurs immobiliers en favorisant la hausse des loyers. De fait, depuis 20 ans les loyers ont augmenté beaucoup plus vite que les salaires de sorte qu'ils représentent souvent aujourd'hui plus de 30% des revenus d'un ménage.

En clair, ces aides vont directement dans la poche des propriétaires et contribuent à l'enrichissement des promoteurs immobiliers. Remarquons que les APL ne sont pas le seul dispositif étatique qui favorise grandement les spéculateurs immobiliers : nombre de mesures de défiscalisation vont également dans ce sens. De gauche ou de droite l'État est toujours au service des possédants.

Alors que les loyers ont atteint des niveaux prohibitifs, que le nombre des mal logés ou des sans logis est très élevé (150 000 personnes sans logements, 3 800 000 mal logés, 12 100 000 personnes fragilisées par des problèmes de logement(1)), l'État diminue les aides au logement. Il s'agit d'une véritable provocation !

L'État se moque de nous quand il fait semblant de découvrir que le système des APL a favorisé la spéculation immobilière, il se moque de nous quand il prétend découvrir que le nombre de personnes qui ne peuvent pas accéder à un logement correct est scandaleux alors que nombre de logements en bon état restent inoccupés. La diminution des APL est la preuve de son mépris envers les pauvres alors que 30 000 enfants dorment dans la rue, que nombre de personnes ne peuvent pas accéder à un logement salubre simplement parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer trois mois de caution ou qu'elles ne disposent pas de garantie suffisante. Des mesures simples permettraient de remédier à ces situations.

Suite en page 4 ...

Quelques autres adresses de contacts dans la grande région. Côte méditerranéenne :
Bézier : cnt-ait34@outlook.fr
Ouest de la région :
Gers : sia32@no-log.org
Autour de Toulouse :
Montauban : table de presse, le samedi, 10h30 à 12 h, au marché du Jardin des plantes
Volvestre : cnt-ait-volvestre@ouvaton.org
Nord de la région : Lot : cnt-ait-quercyrouergue@mailoo.org



**L'ETAT NOUS RETIRE 5€ D'APL ?
PAYONS 5€ DE LOYER EN MOINS !**

facebook.com/BaiissonsLesLoyers/

Et l'état se moque encore plus de nous quand il prétend faire supporter aux plus défavorisés le coût de la baisse des APL. En fait, cette mesure inique va se traduire pour tous les bénéficiaires par une augmentation des loyers de 5€ par mois ! 5€ de moins pour se nourrir, se vêtir, se cultiver. C'est considérable et c'est intolérable ! Puisque les propriétaires ont (selon les propos du gouvernement lui même) largement bénéficié pendant des années de ce système, qu'il leur a permis de s'enrichir en augmentant inconsidérément les loyers, il serait juste que tous les loyers soient baissés de 5€ et que les profiteurs soient les payeurs. Et si le gouvernement ne veut pas prendre cette mesure de simple bon sens, logique et morale, appliquons nous même sur les loyers que nous payons cette réduction. L'état baisse les APL ; baissions les loyers ! Comme toujours, nous n'aurons que ce que nous imposerons. Il dépend de nous de créer un véritable rapport de force pour obtenir cette baisse des loyers et dans la foulée, permettre à tous de se loger décemment.

L'autoréduction des loyers n'est pas une utopie, dans plusieurs pays, Espagne, Italie, Argentine... des populations se sont regroupées dans des comités autonomes, indépendants des partis ou syndicats, pour imposer la réduction des loyers et elles ont gagnées. Parlons entre nous de

ces combats, de la nécessité de cette lutte et des formes que nous voulons lui donner. Regroupons nous en collectifs de lutte autonomes pour l'autoréduction des loyers. Prenons notre lutte en mains, autogérons-là, ne laissons personne s'en occuper à notre place.

(1) Chiffres de la fondation Abbé Pierre

Plus d'informations à venir sur :

<https://www.facebook.com/Baissons-LesLoyers>



Pour recevoir gratuitement et sans engagement de votre part les 3 prochains numéros

d'Anarchosyndicalisme! Remplissez ce bon et retournez-le à : CNT-AIT, 7 Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

EMAIL

